

Syrie : À la recherche d'une représentation unique de l'opposition

vendredi 30 novembre 2012, par [NAISSE Ghayath](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2012).

Hillary Clinton a déclaré fin octobre que le Conseil national syrien (CNS) constitué le 2 octobre 2012 a échoué à fédérer l'opposition syrienne, en dépit du soutien des pays du Golfe, de la Turquie et des pays occidentaux. Elle a appelé à former une nouvelle force politique plus représentative dont le CNS devient une des composantes.

Conséquence immédiate de cette déclaration, des individus et des groupes, comme les comités de coordination locaux, ont annoncé leur démission du CNS. Au même moment, Riad Seif, homme d'affaires et opposant, membre du CNS, a appelé à la création d'une nouvelle formation de l'opposition. Cette initiative a reçu immédiatement le soutien des gouvernements américain, français et qatari et une date de réunion a été fixée par le Qatar début novembre.

Quelle opposition ?

Les dirigeants du CNS, se voyant lâchés par leurs États tuteurs, ont tenu une réunion de « reconstruction » du CNS le 4 novembre. Elle s'est conclue sur l'augmentation du nombre des membres qui passent de 280 à 400. Les élections ont révélé à nouveau l'hégémonie des frères musulmans sur le CNS. Un nouveau président a été choisi : George Sabra, de la gauche libérale et allié des frères musulmans, qui a échoué lors des élections, mais a été élu en raison d'une manœuvre des Frères qui ont demandé à un élu de démissionner en faveur de M. Sabra.

Une nouvelle formation d'opposition a vu le jour à Doha le 11 novembre sous le nom de « coalition des forces de la révolution et de l'opposition » composée de 63 membres dont un tiers revient au CNS, et le deuxième tiers à ceux qui venaient d'en démissionner avec peu de nouvelles têtes. Le dernier tiers est composé de membres n'appartenant pas au CNS.

L'annonce de la création de cette « nouvelle » identité a été faite en présence des représentants de puissances régionales et internationales, soit les États-tuteurs du CNS. La Ligue des États arabes a reconnu que cette formation représente légitimement les aspirations du peuple syrien. Le gouvernement français a reconnu la légitimité de cette coalition en autorisant la nomination d'un ambassadeur issu des rangs de l'opposition. Rien d'essentiel ne distingue la coalition du CNS, mais ils ont en commun d'être une opposition sur commande et non au service des luttes du peuple syrien.

Ghayath Naisse

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 171 (22/11/12).